

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 10 janvier 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « les taux d'inflation ont diminué au cours de ces derniers mois comme prévu, et devraient rester en deçà de 2 % cette année. (...). La faiblesse de l'activité dans la zone euro devrait se prolonger sur 2013. (...). Une reprise progressive devrait s'amorcer plus tard en 2013. Les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeurent orientés à la baisse».

M. Draghi a également souligné qu'« afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans la zone euro, il est essentiel de continuer à renforcer la capacité de résistance des banques chaque fois qu'il y a lieu. (...). Des mesures décisives pour la mise en place d'un cadre financier intégré permettront d'atteindre cet objectif. Le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) en est l'une des pierres angulaires. Il s'agit d'une avancée capitale en vue d'une reprise du processus d'intégration du système bancaire ».

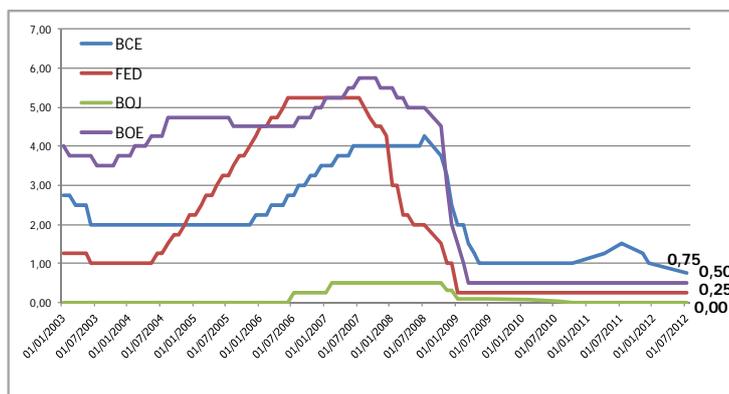
Union économique et bancaire

Au cours du Conseil européen du 13 décembre 2012, les ministres des finances ont finalisé l'accord sur la supervision bancaire européenne relatif au mécanisme européen de résolution des crises bancaires et la garantie commune des dépôts qui entreront en vigueur respectivement fin 2013 et début 2014. S'agissant de la supervision bancaire, il a été convenu qu'une large partie du secteur bancaire de la zone euro restera sous le contrôle des autorités nationales et que 150 à 200 établissements passeront sous le contrôle direct de la BCE, en fonction de leur taille et de leur poids dans l'économie nationale.

La Fed lance un nouveau programme de rachat d'actifs

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu, le 12 décembre 2012, son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25%. La Fed a annoncé le lancement d'un nouveau programme de rachats de Bons du Trésor à long terme à partir de janvier 2013 à hauteur de 45 milliards de dollars afin de soutenir l'économie. Ces rachats succéderont à « l'opération Twist » qui s'est achevée au 31 décembre 2012. Ils s'ajoutent aux 40 milliards de dollars de titres adossés aux créances hypothécaires qu'elle rachète tous les mois depuis septembre 2012.

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 132 600 fin novembre 2012, soit une hausse de 0,9 % sur un mois en données CVS-CJO (+29 300 personnes). Sur un an, il croît de 10,8 % (+12,6 % pour les hommes et +8,8 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 17,5 %.

Légère hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 11,8 % en novembre 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à octobre. Il était de 10,6% en novembre 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,7 % en novembre 2012. Il était de 10 % en novembre 2011.

Inflation

Baisse des prix en France au mois de novembre

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France diminue de 0,2 % en novembre 2012 ; sur un an, il croît de 1,3 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 0,7 % en glissement annuel.

Stabilité de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,2 % en décembre 2012, stable par rapport à novembre.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire et augmente son programme de rachats d'actifs

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 20 décembre 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Le Comité a décidé d'augmenter sa politique de rachats d'actifs de 10 milliards de yens pour le porter à 101 milliards de yens afin de soutenir l'activité économique. Le nouveau Premier ministre a demandé à la BoJ d'adopter une politique monétaire plus accommodante pour relancer l'économie et de relever son objectif d'inflation à 2 % et annoncé un plan de relance de l'économie de 10 300 milliards de yens.

En novembre 2012, la production industrielle du Japon a baissé de 1,7 % sur un mois et reculé de 5,8 % sur un an. Hors énergie et alimentation, les prix à la consommation ont stagné sur un mois et reculé de 0,5 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 0,2 % sur un an.

Le taux de chômage est estimé à 4,1 %, en baisse de 0,1 point par rapport à octobre. En novembre 2012, les exportations diminuent de 0,1 point par rapport à octobre tandis que les importations ont cru de 4,3 %.

En novembre 2012, le déficit commercial a atteint 7,8 milliards d'euros.

Rebond de l'activité en Chine

Au mois de novembre 2012, la production industrielle a augmenté de 10,1 % en glissement annuel après 9,6 % en octobre. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 2 % sur un an. En novembre 2012, les exportations ont progressé de 2,9 % sur un an et les importations sont restées stables.

L'excédent commercial s'élève à 19,6 milliards de dollars contre 32 milliards au mois d'octobre.

Les autorités chinoises ont annoncé l'approfondissement des réformes en 2013 ainsi que l'ouverture du marché domestique pour développer la demande intérieure.

Conseil de surveillance de l'IEOM

Nouvelle gamme de billets F CFP : adoption du calendrier

Le Conseil de surveillance de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) s'est réuni le 18 décembre 2012.

Le calendrier de l'opération concernant la nouvelle gamme de billets en francs CFP a été approuvé. Le Conseil a ainsi décidé que : (I) la nouvelle gamme sera mise en circulation à partir du 20 janvier 2014, (II) la période de double circulation des billets de l'ancienne et de la nouvelle gamme durera jusqu'au 30 septembre 2014 et (III) les billets de l'ancienne gamme seront échangeables sans limitation de durée.

Le Conseil a également analysé la situation monétaire et bancaire des collectivités d'outre-mer du Pacifique ainsi que le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers. Il a décidé de maintenir inchangés l'ensemble des taux de l'IEOM, de proroger jusqu'au 31 décembre 2013 les mesures d'assouplissement du dispositif de la facilité de prêt marginal et de l'élargir aux créances de niveau 4 de son échelle de cotation.

Actualité bancaire

Bâle III

Le Comité de Bâle a annoncé le 14 décembre 2012 que onze juridictions membres respecteront le calendrier de mise en œuvre du dispositif de Bâle III au 1- janvier 2013. Sept autres juridictions, dont les Etats-Unis et l'Union européenne, se sont engagées à finaliser leur réglementation dans les meilleurs délais.

Le 7 janvier 2013, le Comité de Bâle a publié la version révisée du Ratio de liquidité à court terme adoptée par le Groupe des gouverneurs de banque centrale et des responsables du contrôle bancaire (GHOS). L'entrée en vigueur de ce ratio s'échelonna entre le 1^{er} janvier 2015 et le 1^{er} janvier 2019.

Les communiqués de presse sont disponibles sur :

http://www.bis.org/press/p121214a_fr.pdf et http://www.bis.org/press/p130107_fr.pdf

Droit bancaire et financier

Le décret n° 2012-1452 du 24 décembre 2012 portant actualisation du droit bancaire en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna a été publié au JORF du 27 décembre 2012. Le texte étend les décrets n° 2012-100, n° 2012-101 et 2012-297 relatifs à l'immatriculation au registre ORIAS (Organisme pour le registre des intermédiaires en assurance) des intermédiaires en opérations de banque et en services de paiement, des conseillers en investissement et agents liés, ainsi que les dispositions de décret n° 2012-147 relatif à l'agrément des associations sans but lucratif pour effectuer des opérations de crédit.

Banque publique d'investissement (BPI)

La loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la BPI ainsi que la loi organique n° 2012-1557 du 31 décembre 2012 relative à la nomination des dirigeants de BPI-Groupe ont été publiées au JORF du 1^{er} janvier 2013.

Livret A

Le décret n° 2012-1145 du 24 décembre 2012 portant relèvement de 25 % du plafond du livret A à 22 950 euros au 1^{er} janvier 2013 a été publié au JORF du 25 décembre 2012.

Activités bancaires

Le projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires a été présenté en Conseil des ministres du 19 décembre 2012 et déposé le jour même à l'Assemblée nationale.

Microcrédit

Banque de France

La Banque de France a organisé le 12 décembre 2012 en collaboration avec le Comité consultatif du secteur financier un colloque sur « le microcrédit accompagné ». Les discussions ont porté sur : le microcrédit accompagné (nature, performance, régulation), le rôle du microcrédit accompagné dans la prévention du surendettement, les liens du microcrédit accompagné avec l'accessibilité bancaire.

Outre-mer

Lutte « contre la vie chère »

Le décret n° 2012-1459 relatif aux accords annuels de modération de prix de produits de grande consommation dans les DOM, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Wallis-et-Futuna a été publié au JORF du 27 décembre 2012.

Nomination

Médiation du crédit

Mme Jeanne-Marie Prost, Médiatrice nationale déléguée, a été nommée Médiatrice nationale du crédit, en remplacement de Gérard Rameix.

2 – Actualité régionale

La BoJ maintient le statu quo monétaire et augmente son programme de rachats d'actifs

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 20 décembre 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Le Comité a décidé d'augmenter sa politique de rachats d'actifs de 10 milliards de yens pour le porter à 101 milliards de yens afin de soutenir l'activité économique. Le nouveau Premier ministre a demandé à la BoJ d'adopter une politique monétaire plus accommodante pour relancer l'économie et de relever son objectif d'inflation à 2 % et annoncé un plan de relance de l'économie de 10 300 milliards de yens.

En novembre 2012, la production industrielle du Japon a baissé de 1,7 % sur un mois et reculé de

5,8 % sur un an. Hors énergie et alimentation, les prix à la consommation ont stagné sur un mois et reculé de 0,5 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 0,2 % sur un an.

Le taux de chômage est estimé à 4,1 %, en baisse de 0,1 point par rapport à octobre. En novembre 2012, les exportations diminuent de 0,1 point par rapport à octobre tandis que les importations ont cru de 4,3 %. En novembre 2012, le déficit commercial a atteint 7,8 milliards d'euros.



Rebond de l'activité en Chine

Au mois de novembre 2012, la production industrielle a augmenté de 10,1 % en glissement annuel après 9,6 % en octobre. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 2 % sur un an. En novembre 2012, les exportations ont progressé de 2,9 % sur un an et les importations sont restées stables.

L'excédent commercial s'élève à 19,6 milliards de dollars contre 32 milliards au mois d'octobre.

Les autorités chinoises ont annoncé l'approfondissement des réformes en 2013 ainsi que l'ouverture du marché domestique pour développer la demande intérieure.



Australie : dégradation du solde commercial

Le déficit commercial australien se creuse de 13,6 % (CVS) au mois de novembre 2012, passant de -1 274 à -1 447 millions de dollars australiens. Les importations augmentent de 1,8 % en lien avec l'achat de biens de consommation (+2,9 %) et de biens intermédiaires (+4,6 %). Les exportations, en hausse de +1,1 % CVS grâce aux exportations de minerais (+6,2 %) et de machines (+17 %), ont été limitées par la baisse des exportations de métaux (-8,8 %) et de combustibles (-2,9 %).

En décembre, le dollar australien s'est apprécié de 1,5 % par rapport au F CFP. Afin de relancer la croissance du pays, la Banque centrale australienne (RBA) a décidé le 5 décembre d'abaisser son principal taux directeur de 0,25 point pour le ramener à 3 %, soit son plus bas niveau depuis septembre 2009.



En Nouvelle-Zélande, le secteur du bâtiment soutient l'activité économique

Au troisième trimestre, le PIB de Nouvelle-Zélande a progressé de 0,2 %, après une hausse de +0,3 % au trimestre précédent. Cette évolution est tirée essentiellement par l'activité du secteur du bâtiment (+4,5 %), particulièrement dynamique dans les zones de Canterbury et Auckland. En revanche, l'activité dans les secteurs de la production agricole et manufacturière recule respectivement de -1,1 % et -2,8 %. En glissement annuel, la croissance du PIB s'établit à +2 %. La Banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 6 décembre, de laisser son taux directeur inchangé à 2,50 %.



3 – Brèves économiques locales

Création d'une commission spéciale chargée du drapeau du pays

Le 27 décembre, le Congrès a validé la création en 2013 d'une commission spéciale chargée de rechercher le drapeau du pays, comme cela avait été convenu au cours de la réunion du Comité des signataires, le 6 décembre 2012. Cette commission, composée des représentants des différents groupes politiques, devrait lui soumettre un drapeau commun avant mai 2014.

Adoption des budgets primitifs des provinces

Le budget primitif 2013 de la province Sud a été voté le 18 décembre par son assemblée. Il s'élève à 59 milliards, soit +3,5 % par rapport à 2012. Les principaux axes d'intervention sont les aides sociales et la santé publique (23 % du budget), l'enseignement (11 %) et l'emploi (9 %). Les investissements sont orientés vers l'amélioration des conditions de circulation (6 %) et le soutien aux investissements des communes (3 %).

Le 20 décembre, les élus de la Province Nord ont adopté à l'unanimité le budget primitif 2013 pour un montant de 33,6 milliards (+2,5 % par rapport à 2012). La part allouée aux dépenses de fonctionnement représente 77 % du budget (+ 1,6 % par rapport à 2012) et l'investissement 22 % (+5,7 %). 5,8 milliards seront dédiés aux aides sociales et l'investissement sera orienté vers l'habitat et les travaux d'infrastructures.

Le budget primitif de la province des Iles s'élève, quant à lui, à 18,6 milliards en 2013 (+5,7 % par rapport à 2012). Les investissements sont prévus en hausse de +5 %, portant essentiellement sur la construction et la rénovation de logements sociaux, le développement des infrastructures portuaires (wharf), la rénovation et la mise aux normes des aéroports, infrastructures sportives et routières.

Mise en place du dispositif « Écocash »

Dans le cadre de la lutte contre la vie chère, le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a approuvé, le 12 décembre 2012, la mise en place du dispositif « écocash » permettant aux ménages de bénéficier d'une prime d'un montant maximal de 100 000 F CFP pour l'achat d'un chauffe-eau solaire, soit environ 25 % de son prix d'achat.

Visite officielle du secrétaire d'Etat australien aux Affaires étrangères

M. Richard Marles, secrétaire d'Etat australien aux Affaires étrangères et aux Iles du Pacifique, a effectué une visite officielle en Nouvelle-Calédonie du 12 au 13 décembre, dans le but de renforcer les relations économiques entre les deux territoires. Les discussions ont porté sur la possibilité de développer des partenariats commerciaux permettant d'accroître les échanges entre les deux pays et d'intensifier le tourisme australien en Nouvelle-Calédonie. Afin de poursuivre cette réflexion, les deux parties ont convenu de constituer un groupe de travail commun.

Visite officielle de l'ambassadeur du Japon en France

Ichiro Komatsu, ambassadeur du Japon en France, était présent le 14 décembre lors de la commémoration du 120^e anniversaire de la présence japonaise en Nouvelle-Calédonie. Il a ainsi assisté à l'inauguration du Mémorial Japonais au cimetière communal de Thio. Le Japon est le premier client de la Nouvelle-Calédonie, avec 20 % du total des exportations en 2011. La même année, la Nouvelle-Calédonie a accueilli près de 18 500 touristes japonais, soit 16,5 % de la fréquentation touristique.

Des aides exceptionnelles pour les communes touchées par la dépression tropicale Freda

Entre le 2 et le 3 janvier, la dépression tropicale Freda a traversé les îles Loyautés, le nord et la côte Est de la Nouvelle-Calédonie, engendrant de nombreux dégâts. Le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a décidé d'octroyer des aides exceptionnelles de 10 millions de F CFP pour les communes de Thio, Canala, Houaïlou et Kouaoua. Par ailleurs, le député Philippe Gomès a sollicité le concours de l'Etat dans la reconstruction des infrastructures endommagées.

Publication

L'IEOM vient de publier la note expresse n°72 « Tendances conjoncturelles », ainsi que ses annexes statistiques. Ces documents sont disponibles en téléchargement gratuit à l'aide du lien suivant : http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne79_tendances_tendances_conjoncturelles_3t2012_nc.pdf

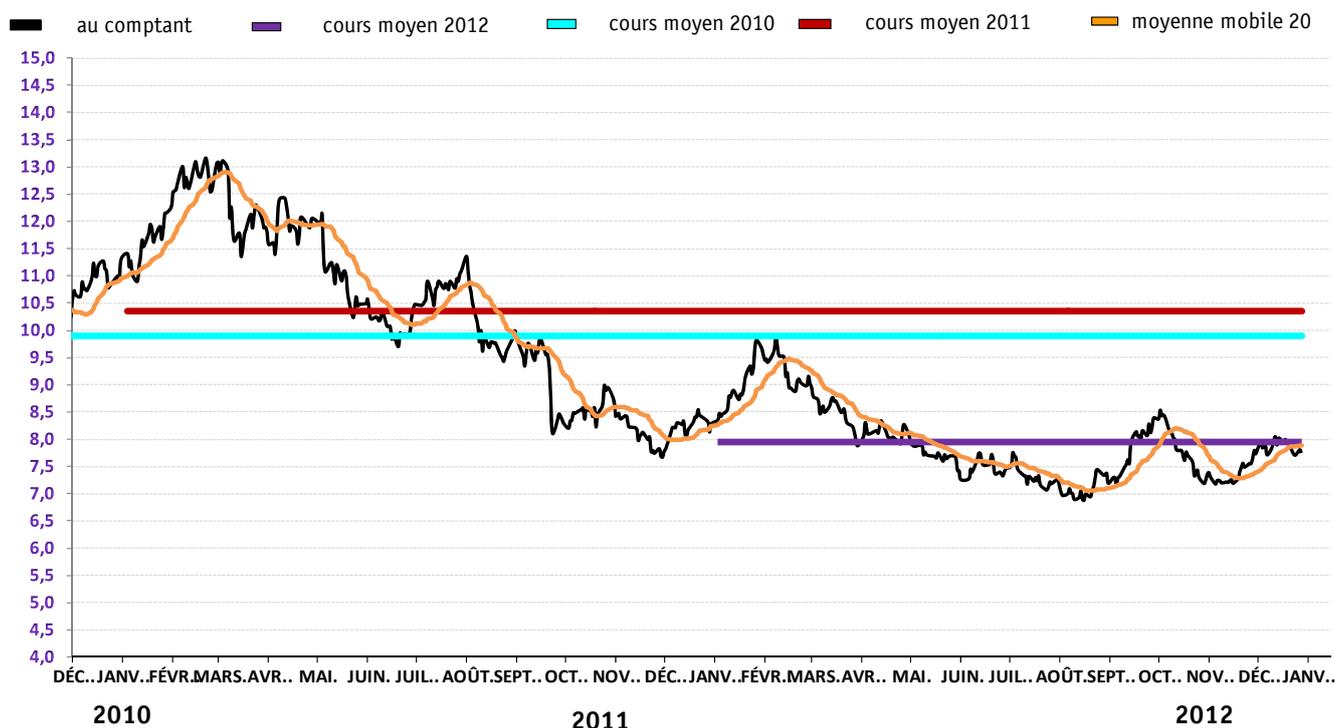
L'IEOM vient aussi de publier son bulletin trimestriel financier et bancaire pour le 3^e trimestre, disponible à l'adresse suivante : http://www.ieom.fr/IMG/pdf/bt-nc_2012_3t_monetaire.pdf

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		déc.-12	104,3	0,3%	1,6%
Nombre de demandeurs d'emploi		nov.-12	5 819	-3,8%	-8,9%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	nov.-12	8 396	-18,0%	-2,5%
	cumulées	nov.-12	109 237	-	-14,8%
Importations	mensuelles	nov.-12	28 379	18,0%	3,1%
	cumulées	nov.-12	280 026	-	-3,8%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		déc.-12	7,89	6,8%	-4,1%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		déc.-12	718	4,6%	-3,8%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	nov.-12	313	-51,1%	-33,6%
	cumulées	nov.-12	4 017	-	1,8%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	nov.-12	4 632	-19,5%	27,1%
	cumulées	nov.-12	55 778	-	3,7%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	nov.-12	10 752	0,5%	-0,2%
	cumulés	nov.-12	99 886	-	0,5%
• Nuitées	mensuels	sept.-12	51 345	-2,5%	-15,8%
	cumulés	sept.-12	465 366	-	-3,1%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		sept.-12	61,30%	+ 6,2 pt	- 5,4 pt
• Croisiéristes		sept.-12	193 116	-	12,1%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	déc.-12	9 317	-20,0%	-15,5%
	cumulées	déc.-12	124 137	-	-16,0%
• Index BT 21 (p)		nov.-12	146,91	-0,1%	5,5%
• IRL (p)		nov.-12	117,26	0,3%	3,2%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	nov.-12	0	-100,0%	-
	cumulées	nov.-12	817	-	16,9%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	nov.-12	0	-100,0%	-
	cumulées	nov.-12	1 145	-	14,4%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	nov.-12	518	-17,3%	-9,9%
	cumulées	nov.-12	6 818	-	-0,7%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	Var .
Indice des prix à la consommation	déc	102,63	104,30	1,6%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	déc	53 453	56 275	5,3%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	déc	47 233	50 348	6,6%
créations d'entreprises	sept	3 985	3 917	-1,7%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 210	2 273	2,9%
liquidations judiciaires (nb)	sept	85	100	17,6%
redressements judiciaires (nb)	sept	63	86	36,5%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc	713	799	12,1%
ventes de ciment local (tonnes)	déc	145 654	124 053	-14,8%
importations de ciment (tonnes)	déc	2 106	84	-96,0%
total ciment (tonnes)	déc	147 760	124 137	-16,0%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	22 456	25 091	11,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	déc	8 173	7 361	-9,9%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov	4 006	3 586	-10,5%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	88 624	87 760	-1,0%
dont secteur privé	sept	64 049	62 772	-2,0%
dont secteur public	sept	24 575	24 989	1,7%
demandes d'emploi de fin de mois	oct	6 218	6 049	-2,7%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	oct	7 057	6 008	-14,9%
chômeurs indemnisés	nov	1 606	1 758	9,5%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	déc	828,4	887,6	7,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	5 729	6 374	11,3%
décisions retraits cartes bancaires	nov	2 739	3 043	11,1%
incidents paiements sur chèques	nov	24 596	32 547	32,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	nov	6 869	6 818	-0,7%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	nov	15 210	15 935	4,8%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	23 560	25 949	10,1%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 419	12 687	2,2%
Echanges				
nombre de touristes	nov	99 410	99 886	0,5%
nombre de croisiéristes	sept	172 270	193 116	12,1%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	sept	59,7%	57,2%	-2,6 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	déc	10,38	7,95	-23,4%
cours du nickel au LME en \$/lb	déc	8,23	7,89	-4,1%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	nov	3 946	4 017	1,8%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	nov	22 425	20 244	-9,7%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	nov	53 811	55 778	3,7%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	nov	96 771	80 820	-16,5%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	nov	699	817	16,9%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	nov	1 001	1 145	14,4%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	nov	120 197	102 209	-15,0%
part de ces produits dans le total des exportations	nov	93,7%	93,6%	-0,1 pt
total des importations (M FCFP)	nov	291 130	280 026	-3,8%
total des exportations (M FCFP)	nov	128 271	109 237	-14,8%
taux de couverture	nov	44,06%	39,01%	-5,1 pts
recettes douanières (M FCFP)	oct	37 974	41 360	8,9%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	nov	232 075	244 757	5,5%
M1	nov	246 924	261 064	5,7%
M2	nov	345 074	365 032	5,8%
Dépôts à termes	nov	172 749	217 095	25,7%
M3	nov	517 958	582 168	12,4%
P1	nov	3 848	3 812	-0,9%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	5,46%	5,36%	-0,10 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,58%	4,20%	-0,38 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,63 %	4,70 %	0,07 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	ns	ns	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	871 625	941 012	8,0%
Ménages	sept	379 327	400 092	5,5%
dont crédits à la consommation	sept	71 197	73 407	3,1%
dont crédits à l'habitat	sept	302 839	320 413	5,8%
Entreprises	sept	411 992	452 920	9,9%
dont crédits d'exploitation	sept	74 862	86 910	16,1%
dont crédits d'investissement	sept	221 479	240 783	8,7%
dont crédits à la construction	sept	103 290	110 024	6,5%
Collectivités locales	sept	48 002	54 158	12,8%
dont d'investissement	sept	43 764	52 575	20,1%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	13 066	14 525	11,2%
créances douteuses brutes	sept	19 237	19 317	0,4%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,2%	2,1%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	sept	630 461	671 642	6,5%
Ménages	sept	335 795	354 529	5,6%
Sociétés	sept	205 090	224 507	9,5%
Autres agents	sept	89 576	92 607	3,4%
dont assurances-vie	sept	99 647	101 536	1,9%

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 – Actualité régionale

Aide de la Banque asiatique de développement au Samoa

La Banque Asiatique de Développement, basée à Manille, va débloquer une enveloppe d'un demi-million de dollars US au titre de l'aide humanitaire aux populations des îles Samoa, touchées par le cyclone Evan. Cette enveloppe devrait être principalement affectée à Apia, capitale du pays et à sa périphérie. Cette aide est cependant loin de couvrir l'ensemble des dégâts chiffrés à 125 millions USD. La banque de financement annonce toutefois des aides d'un montant de 186 millions USD, sous forme de prêts à taux préférentiels, dans les domaines de la santé, de l'éducation ou encore des infrastructures énergétiques.

Transport maritime : Matson rachète Reef Shipping

Le 26 décembre 2012, le leader américain du transport maritime dans le Pacifique, MATSON, a signé un accord pour l'acquisition des actifs de la compagnie Reef Shipping. Cette dernière était en redressement judiciaire depuis novembre 2012. Matson fournit des services de transport dans le Pacifique et principalement vers les îles Hawaïennes. La compagnie Matson Pacifique Sud assurera la livraison de marchandises depuis la Nouvelle-Zélande, et l'Australie vers les îles Fidji, Tuvalu, Kiribati, les îles Marshall... en passant par Wallis-et-Futuna. Matson possède 17 bâtiments naviguant entre Hawaii, Guam et la Micronésie auxquels viennent s'ajouter 4 nouveaux navires, à la suite de cette nouvelle acquisition.

La nouvelle gamme de billets en F CFP

De nouveaux billets de 500, 1 000, 5 000 et 10 000 F CFP seront mis en circulation à partir du 20 janvier 2014. Un billet de 20 000 F CFP sera également créé. Leurs signes de sécurité seront renforcés afin d'éviter les contrefaçons. Leur taille, plus petite, se rapprochera du format des billets en euros facilitant ainsi leur manipulation et réduisant leur coût de production. La période de double circulation sera d'un peu plus de huit mois et prendra fin le 30 septembre 2014. Après cette date, les anciennes coupures seront toujours échangeables auprès de l'IEOM. Les pièces de monnaie ne seront pas modifiées car elles bénéficient actuellement des améliorations techniques nécessaires. Au 31 décembre 2011, 13 millions de billets en F CFP étaient en circulation dans les trois collectivités du Pacifique représentant 43,6 milliards de F CFP.

3 – Brèves locales

Passage du cyclone Evan à Wallis-et-Futuna

Dans la nuit du 15 au 16 décembre 2012, le cyclone EVAN a frappé l'île de Wallis avec des rafales de vents atteignant 156km/h. Le bilan comporte d'importants dégâts matériels : 290 habitations et 15 bâtiments publics endommagés, 90 % du réseau électrique et 80 % de la téléphonie hors-services. La totalité des cultures vivrières est détruite. 134 personnes se sont retrouvées sans toit et 2 blessés légers ont été recensés. Selon Météo France, les rafales de vents ont dépassé les 100 km/h pendant près de six heures. Depuis 1968, le cyclone Evan est le huitième système tropical dépressionnaire avec des vents moyens supérieurs à 33 nœuds passant à moins de 50 km de Wallis.

Solidarité nationale après le cyclone Evan

Pour faire face à l'urgence, un avion CASA a décollé de l'aéroport de Tontouta en Nouvelle-Calédonie le lundi 16 décembre avec à son bord une mission d'appui à la sécurité civile. Celle-ci était composée de 9 personnes amenant 1,5 tonne de matériel (bâches et outillages). Une seconde équipe de 46 personnes (militaires, électriciens, pompiers) a été envoyée de Nouméa et Paris pour évaluer les dégâts et sécuriser les habitations. Monsieur Victorin LUREL, Ministre des Outre-mer, s'est rendu sur place pour témoigner de la solidarité nationale avec la population wallisienne. Pendant 2 jours, le Ministre a travaillé avec les services de l'Etat et les autorités locales afin de mobiliser les moyens les mieux adaptés pour répondre à la situation de désolation et de pénurie régnant sur l'île.

Mesure de l'IDH des îles Wallis-et-Futuna

Une étude réalisée par l'AFD a mesuré l'Indice de Développement Humain (IDH) des départements et collectivités d'outre-mer. Cette étude indique que l'IDH des îles de Wallis-et-Futuna se positionne au 53ème rang mondial, précédé de deux places par la Nouvelle-Calédonie. Cet indice, calculé à partir de variables économiques et sociales, est tiré à la hausse par les progrès sociaux (éducation et espérance de vie à la naissance précisément) plus rapides que le développement économique du Territoire.

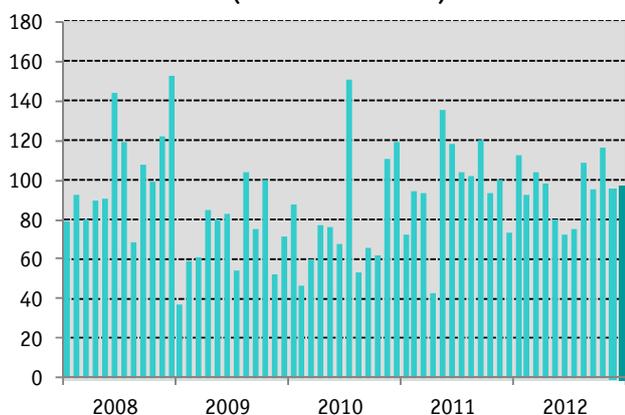
4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			3T 12	114,40	-	5,4%
SMIG mensuel en XPF			janv-13	87 400	-	3,0%
Nombre d'emplois salariés			sept-12	1 953	-	-4,7%
Echanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations	mensuelles	déc-12	592	25,9%	66,5%	
	cumulées	déc-12	5 812	-	-7,2%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée		mensuels	97	1,3%	31,2%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée		cumulés	1 147	-	-0,1%	
Taxes intérieures de consommation		cumulées	466	-	13,2%	

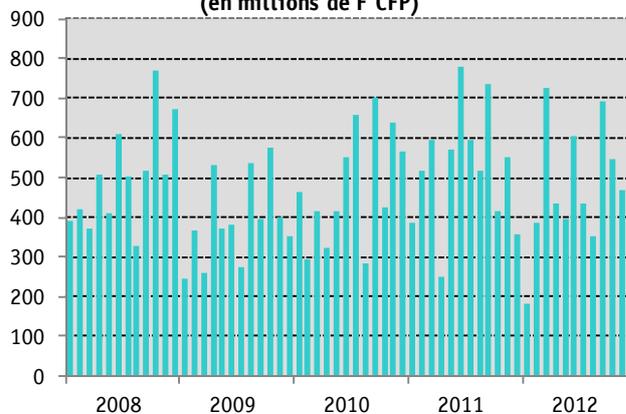
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Energie						
Production brute d'électricité (milliers de kWh)		mensuelle	sept-12	1 426	-9,8%	-10,4%
Consommation de gazole (milliers de litres)		mensuelle	déc-12	564	-13,3%	-10,1%
Consommation d'essence (milliers de litres)		mensuelle	déc-12	172	13,4%	6,2%
Transports						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	nov-12	2 224	-18,7%	-9,6%	
	cumulé	nov-12	26 415	-	0,3%	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	nov-12	1 179	-16,2%	12,6%	
	cumulé	nov-12	12 726	-	3,5%	
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	déc-12	3	0,0%	-40,0%	
	cumulées	déc-12	38	-	0,0%	
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	déc-12	10	-9,1%	-44,4%	

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPP, Aviation civile

Droits de douanes et taxes à l'entrée
(en millions de F CFP)



Importations
(en millions de F CFP)

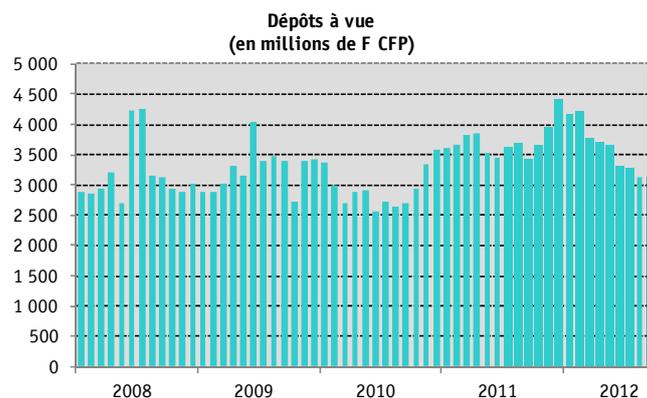
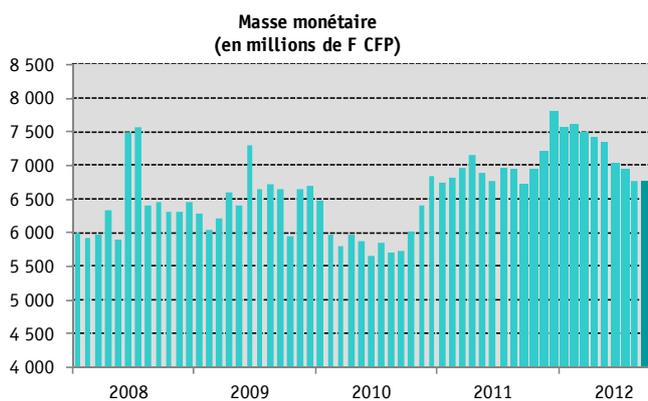


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Baisse des dépôts à vue

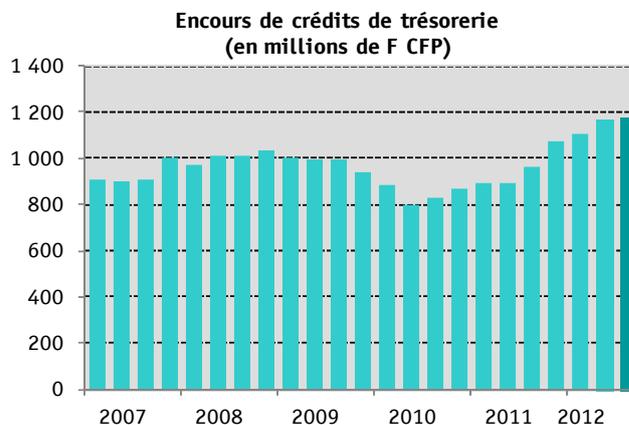
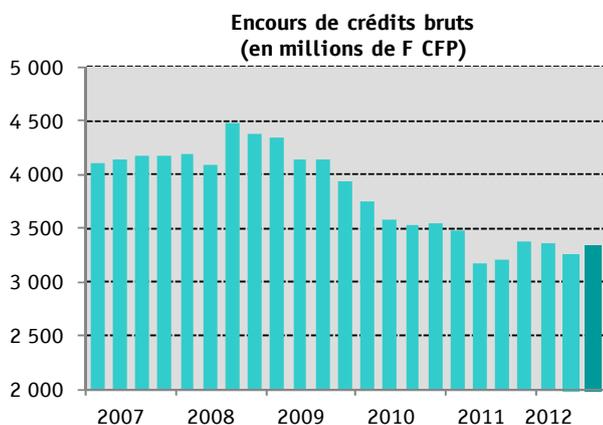
en millions de F CFP	nov-11	oct-12	nov-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 078	2 139	2 137	-0,1%	2,8%
Dépôts à vue	3 954	4 538	3 249	-28,4%	-17,8%
Total M1	6 032	6 677	5 385	-19,3%	-10,7%
M2-M1	548	511	573	12,1%	4,7%
Total M3	7 209	8 151	8 321	2,1%	15,4%



Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits de trésorerie et baisse des crédits à l'équipement

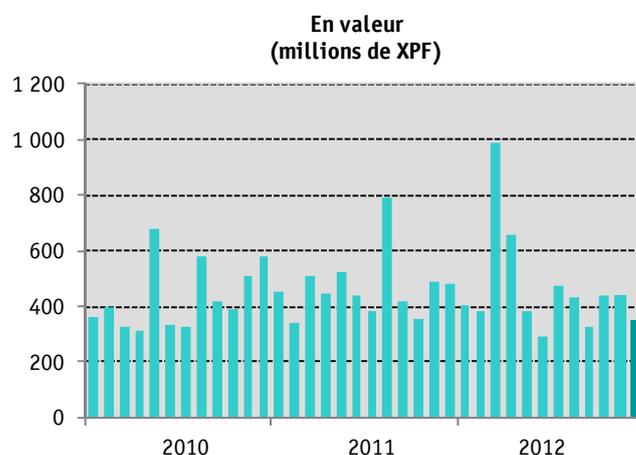
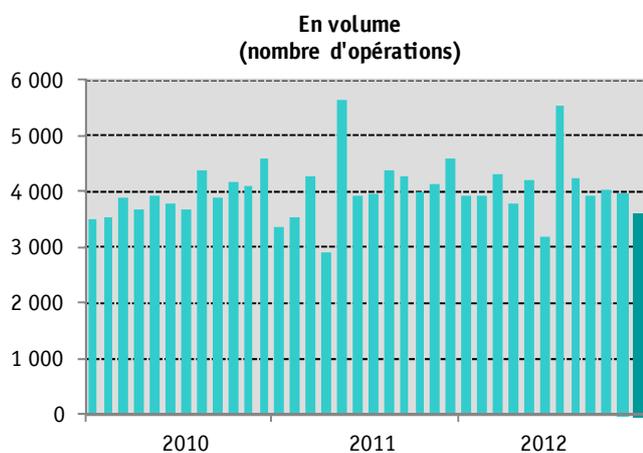
en millions de F CFP	sept-10	sept-11	sept-12	▲/an
Crédits de trésorerie	826	961	1 173	22,1%
Crédits à l'équipement	1 325	1 097	969	-11,7%
Crédits à l'habitat	374	366	531	45,0%
Autres crédits	230	197	172	-12,4%
Total encours sain	2 754	2 621	2 846	8,6%
Créances douteuses brutes	777	592	493	-16,7%
Total encours brut	3 531	3 214	3 339	3,9%



Compensation

Diminution des opérations de compensation

	déc-11	nov-12	déc-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 576	3 949	3 589	48 567	-9,1%	-21,6%
Compensation (en millions de CFP)	483	441	345	5 557	-21,8%	-28,6%



Incidents bancaires

Accroissement des incidents de paiement par chèque sur le mois

en nombre	déc-11	nov-12	déc-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	84	53	74	1 027	39,6%	-12%
Retraits de cartes bancaires	11	0	5	15	-	-54,5%

Interdits bancaires

Rebond du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	déc-11	nov-12	déc-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	408	395	408	3,3%	0,0%
- dont personnes physiques	399	385	397	3,1%	-0,5%
- dont personnes morales	9	10	11	10,0%	22,2%

Cotation

Accroissement du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	déc-11	nov-12	déc-12	▲/mois	▲/an
Cotes valides	38	43	43	0,0%	13,2%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	8	11	15	36,4%	87,5%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3Trim	108,55	114,40	5,4%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	décembre	9	11	22,2%
importations de biens d'équipement (M XPF)	décembre	867	636	-26,6%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	décembre	108	21	-80,8%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	décembre	88	59	-33,0%
Ménages				
emploi salarié (nb)	septembre	2 050	1 953	-4,7%
dont secteur privé	septembre	845	768	-9,1%
dont secteur public	septembre	1 205	1 185	-1,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	janvier	502	517	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	décembre	399	397	-0,5%
décision retrait cartes bancaires	décembre	20	15	-25,0%
incidents paiements sur chèques	décembre	1 274	1 027	-19,4%
importations de produits alimentaires (M XPF)	décembre	1 643	1 591	-3,2%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	décembre	992	891	-10,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	décembre	288	338	17,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	décembre	77	103	33,8%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	décembre	6 260	5 812	-7,2%
exportations	décembre	-	-	-
recettes douanières	décembre	1 574	1 626	3,3%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	décembre	1 149	1 147	-0,1%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	décembre	412	466	13,2%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire				
Dépôts à vue	novembre	3 954	3 249	-17,8%
M1	novembre	6 032	5 385	-10,7%
M2	novembre	6 579	5 959	-9,4%
Dépôts à terme	novembre	630	2 363	275,0%
M3	novembre	7 209	8 321	15,4%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	septembre	3 214	3 339	3,9%
<i>dont crédits à la consommation</i>	septembre	1 298	1 589	22,5%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	septembre	977	1 189	21,7%
Entreprises	septembre	321	401	24,9%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	septembre	955	939	-1,7%
<i>dont crédits d'investissement</i>	septembre	66	34	-48,6%
Collectivités locales	septembre	808	713	-11,7%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	289	256	-11,6%
créances douteuses brutes	septembre	80	63	-21,6%
taux de créances douteuses	septembre	592	493	-16,7%
	septembre	18,4%	14,8%	-3,7 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	2 913	2 942	1,0%
<i>dont assurances-vie</i>	septembre	947	978	3,2%
Sociétés	septembre	1 480	1 293	-12,7%
Autres agents	septembre	3 822	3 170	-17,1%

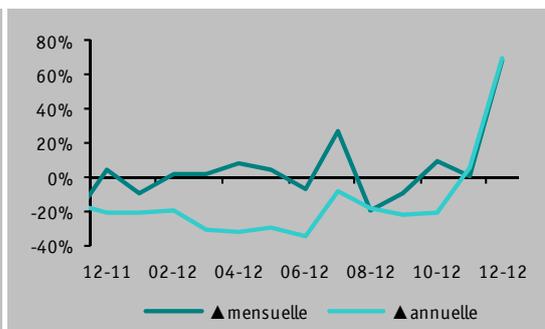
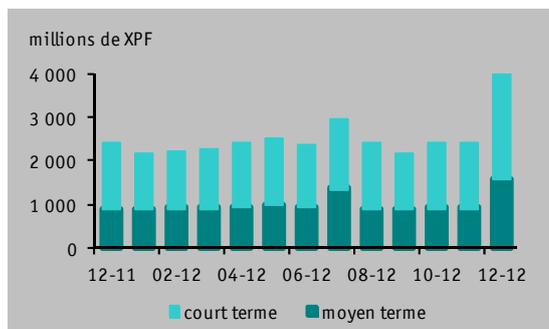
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Forte hausse du refinancement

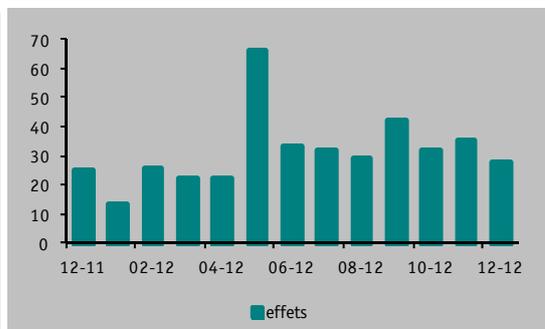
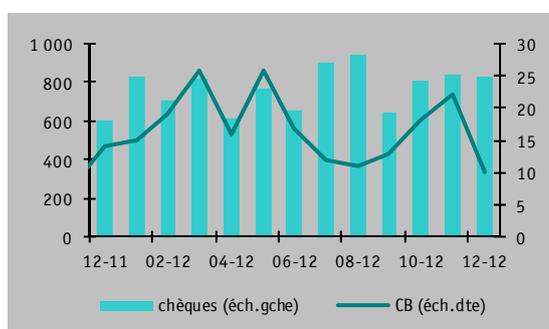
en millions de F CFP	déc-11	nov-12	déc-12	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 524	1 517	2 517	65,9%	65,2%
Utilisations à moyen terme	882	895	1 551	73,2%	75,8%
Refinancement total	2 406	2 412	4 068	68,6%	69,1%



Incidents de paiement

Recul des incidents de paiements en décembre

en nombre	déc-11	nov-12	déc-12	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement :	646	897	866	-3,5%	34,1%
- sur chèques	607	840	828	-1,4%	36,4%
- sur effets	25	35	28	-20,0%	12,0%
- retraits de cartes bancaires	14	22	10	-54,5%	-28,6%



Interdits bancaires

Interdictions bancaires en repli

en nombre	déc-11	nov-12	déc-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 588	3 557	3 539	-0,5%	-1,4%
- dont personnes physiques	3 150	3 086	3 074	-0,4%	-2,4%
- dont personnes morales	438	471	465	-1,3%	6,2%

Cotation

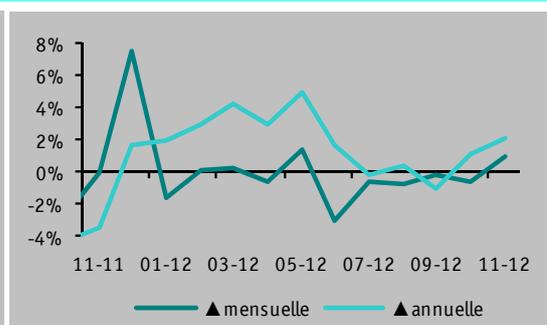
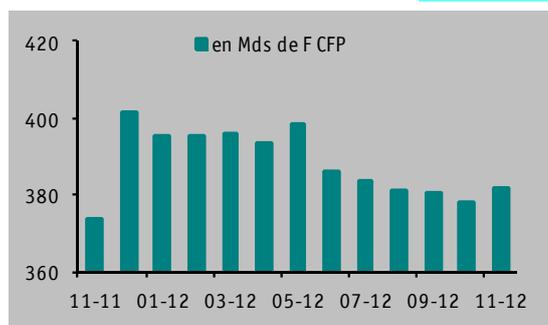
Progression du nombre d'entreprises éligibles au refinancement

en nombre	déc-11	nov-12	déc-12	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	7 096	7 747	7 786	0,5%	9,7%
<i>dont ent. cotées sur doc. comptable valide</i>	1 223	1 352	1 373	1,6%	12,3%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 579	1 796	1 817	1,2%	15,1%

Masse monétaire

Léger recul des comptes sur livrets en novembre

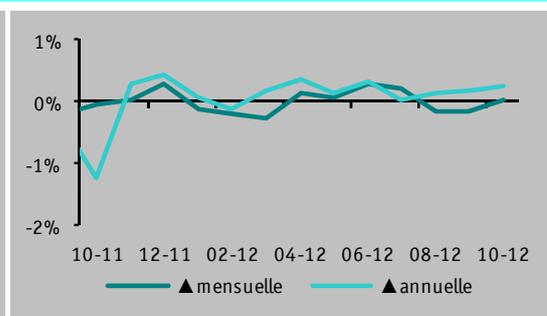
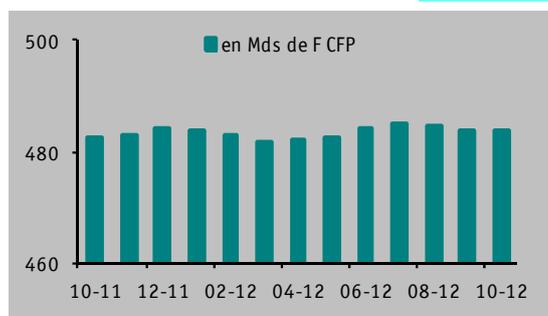
en millions de F CFP	nov-11	oct-12	nov-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 656	15 008	15 072	0,4%	2,8%
Dépôts à vue	145 853	139 989	142 434	1,7%	-2,3%
Comptes sur livrets	99 555	100 087	99 656	-0,4%	0,1%
Comptes d'épargne logement	308	341	346	1,5%	12,4%
Dépôts à terme	110 673	120 347	121 764	1,2%	10,0%
Autres	2 650	2 145	2 142	-0,1%	-19,2%
Total M3	373 696	377 916	381 415	0,9%	2,1%



Concours des banques locales à l'économie

Créances douteuses en retrait sur le mois

en millions de F CFP	nov-11	oct-12	nov-12	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	131 894	126 805	128 280	1,2%	-2,7%
Crédits d'équipement	62 764	67 525	67 880	0,5%	8,2%
Crédits à l'habitat	160 128	162 501	163 834	0,8%	2,3%
Autres crédits	70 122	66 236	66 394	0,2%	-5,3%
Créances dout. brutes	57 857	60 876	57 944	-4,8%	0,1%
Total CCB	482 764	483 942	484 333	0,1%	0,3%



3 – Brèves économiques locales

Transport aérien

Signature d'un contrat d'entretien entre Air Tahiti Nui et Lufthansa

Suite à l'appel d'offres lancé en 2011, la compagnie au « tiare » a signé, le 14 décembre 2012, un contrat d'entretien pour sa flotte de 5 Airbus A340-300 avec la société Lufthansa Technik. D'une durée de 8 ans, celui-ci se monte à 4,3 milliards de F CFP. Il va permettre une économie de 170 millions de F CFP par an et contribuera ainsi aux efforts entrepris par la compagnie pour redresser ses comptes.

Finances publiques

Financement du système de climatisation SWAC du CHPF par le Pays

La construction du futur SWAC (Sea Water Air Conditioning) du Centre hospitalier de Polynésie française (CHPF) représente un investissement de 3 milliards F CFP. Pour le financer, le Pays a signé deux prêts de 829,5 millions F CFP, l'un avec l'AFD (Agence française de développement), l'autre avec la BEI (Banque européenne d'investissement). Une subvention de 357 millions de F CFP a également été accordée par l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) en complément. La part restante devra être trouvée sur les ressources propres du Pays.

Dissolution du FDA

Par décision du Conseil des ministres du 28 novembre 2012, la dissolution du FDA (Fonds de développement des archipels) a été actée pour le 31 décembre 2012, conduisant au licenciement des 82 salariés. Cependant, pour les besoins de la liquidation de l'établissement, une équipe limitée subsiste jusqu'au 30 juin 2013. Par ailleurs, certains agents ont bénéficié d'un reclassement au sein de l'OPH en octobre 2012.

Protection sociale

Hausse des cotisations au 1^{er} janvier 2013

En début d'année, les cotisations sociales ont été revalorisées. Pour la retraite, le taux de la tranche A (sur les salaires compris entre 100 000 et 246 000 F CFP bruts mensuels), passe de 15 à 16,77 %, celui de la tranche B restant à 14,43 %. Les cotisations maladie sont fixées à 16,08 % contre 15,78 % précédemment.

Infrastructures portuaires

Schéma directeur du Port autonome de Papeete pour 2011-2020

Adopté en juillet 2011, le schéma directeur décennal du Port autonome de Papeete (PAP) prévoit l'extension de la zone portuaire, comprenant le doublement de la zone sous douane, et le renforcement de la sécurité (déplacement des activités pétrolières). Le coût global des opérations est évalué à 25 milliards de F CFP.

Vers fin 2013, la construction d'une marina de plaisance pour les yachts devrait être engagée et d'ici à 2015, un nouveau dock flottant devrait être installé, en remplacement de celui de la Marine, actuellement utilisé. Celui-ci nécessite un investissement de 3,8 milliards de F CFP.

Logement social

Diffusion du rapport de la CTC sur l'OPH

Fin décembre 2012, la Chambre territoriale des comptes (CTC) a diffusé son rapport sur l'Office polynésien de l'habitat (OPH). Elle constate des « efforts de professionnalisation » depuis son précédent rapport (2002), mais souligne les insuffisances dans la gestion de l'établissement.

En premier lieu, la production de logements demeure insuffisante : sur les 17 opérations prévues dans le cadre du Contrat de projets 2008-13, 12 n'en sont qu'aux études préliminaires. Le parc existant, pour sa part, souffre de défauts d'entretien et la CTC estime qu'un bon tiers des logements requiert « de lourdes opérations de maintenance et d'entretien ».

En second lieu, la situation financière de l'OPH demeure préoccupante, enregistrant des résultats négatifs (- 400 millions de F CFP en 2011) en dépit des subventions allouées par le Pays.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : échanges extérieurs

Aggravation du déficit en novembre 2012

En novembre 2012, le déficit des échanges extérieurs atteint 2,64 milliards de AU\$ contre 2,44 en octobre. Les exportations de biens et services ont progressé de 1 % sur le mois (+ 8,6 % en glissement annuel) et les importations de 2 % (+ 5 % par rapport à novembre 2011).

Sur le mois, les exportations de biens sont tirées par les machines-outils (+ 17 %), les produits agroalimentaires (+ 2 %) et les produits miniers (+ 6 %). Quant aux importations, elles sont soutenues par les biens intermédiaires (+ 5 %) et les biens de consommation (+ 3 %).

Australie : consommation des ménages

Contraction du commerce de détail en novembre 2012

Stables en octobre 2012, les ventes de détail diminuent légèrement en novembre (- 0,1 %). Eu égard à la bonne tenue du marché de l'emploi (taux de chômage à 5,2 % en novembre 2012), le consensus des analystes s'attendait plutôt à une hausse (+ 0,3 %).

Alors que les ventes dans l'alimentaire stagnent sur le mois, celles de biens d'équipement ménager (- 0,9 %) et d'habillement (- 0,6 %) reculent. Les ventes de produits de loisirs et de santé (+ 1 %), au contraire, progressent.

Nouvelle-Zélande : commerce extérieur

Hausse des exportations en novembre 2012

Après une baisse de 11 % en octobre 2012, les exportations s'accroissent de 8,9 % en novembre, tirées par les produits laitiers (+ 25 % en novembre, après - 15 % en octobre). Quant aux importations, elles progressent de 11 % (- 9,2 % en octobre). Le déficit du commerce extérieur s'établit à 700 millions de NZ\$ (666 en octobre).

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	déc-12	106,3	107,0	107,6	0,5%	1,2%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	oct-12	116,6	114,3	114,8	0,4%	-1,5%	
Commerce extérieur							
	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	nov-12	1 288	1 050	1 380	31,4%	7,1%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	nov-12	14 393	13 855	14 291	3,1%	-0,7%
							(source : ISPF)
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	nov-12	2 107	1 998	1 904	-4,7%	-9,6%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	nov-12	58	96	127	31,9%	118,5%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc-12	104	135	87	-35,6%	-16,3%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc-12	438	471	465	-1,3%	6,2%	
							(sources : ISPF, IEOM)
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	nov-12	2 346	2 274	2 224	-2,2%	-5,2%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	nov-12	3 483	3 548	3 590	1,2%	3,1%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	déc-12	219	227	164	-27,8%	-25,1%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	déc-12	3 150	3 086	3 074	-0,4%	-2,4%	
							(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	nov-12	782	358	824	ns	5,4%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	nov-12	111	188	121	-35,8%	9,0%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	nov-12	132	86	166	94,2%	26,0%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	nov-12	180	142	163	14,5%	-9,7%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	nov-12	27	26	52	ns	ns	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	nov-12	56	99	57	-42,7%	1,9%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	nov-12	102	84	88	5,6%	ns	
Tourisme							
Nombre de touristes	oct-12	14 519	15 944	15 519	-2,7%	6,9%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	déc-12	47,8%	61,4%	57,6%	-3,9 pts	9,8 pts	
							(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages							
	<i>Dépôts à vue</i>	nov-12	56 365	56 610	55 447	-2,1%	-1,6%
	<i>Comptes sur livret</i>	nov-12	93 744	94 202	93 501	-0,7%	-0,3%
	<i>Dépôts à terme</i>	nov-12	58 225	60 885	62 839	3,2%	7,9%
Entreprises							
	<i>Dépôts à vue</i>	nov-12	76 302	70 777	73 252	3,5%	-4,0%
	<i>Dépôts à terme</i>	nov-12	41 843	45 267	45 008	-0,6%	7,6%
Encours bancaires							
Ménages							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	nov-12	79 388	77 048	77 677	0,8%	-2,2%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	nov-12	138 741	141 966	142 880	0,6%	3,0%
Entreprises							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	nov-12	50 817	48 170	48 998	1,7%	-3,6%
	<i>Crédits d'équipement</i>	nov-12	54 106	58 401	58 653	0,4%	8,4%
							(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	3,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,55% à 5,00% (Taux SGFGAS à partir du 01/12/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire		
	31/12/2012	30/11/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux	date d'effet	
EONIA	0,1310%	0,0770%	+ 0,054 pt	0,8170%	- 0,686 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,1090%	0,1130%	- 0,004 pt	0,7820%	- 0,673 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	0,1870%	0,1910%	- 0,004 pt	1,0060%	- 0,819 pt	taux d'intérêt légal	JORF	
EURIBOR 6 mois	0,3200%	0,3440%	- 0,024 pt	1,2270%	- 0,907 pt	année 2012	0,71%	08/02/2012
EURIBOR 12 mois	0,5420%	0,5740%	- 0,032 pt	1,5070%	- 0,965 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						Définitions	
	31/12/2012	30/11/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08		
TEMPE	0,0723%	0,0786%	- 0,006 pt	0,4902%	- 0,359 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average	
EURIBOR 1 mois	0,1110%	0,1090%	+ 0,002 pt	0,8110%	- 0,700 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA	
EURIBOR 3 mois	0,1860%	0,1920%	- 0,006 pt	1,0220%	- 0,836 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate	
EURIBOR 6 mois	0,3240%	0,3620%	- 0,038 pt	1,2510%	- 0,927 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)	
EURIBOR 12 mois	0,5490%	0,5890%	- 0,040 pt	1,5260%	- 0,977 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)	
TMO	2,2300%	2,3800%	- 0,150 pt	3,5900%	- 1,360 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)	
TME	2,0300%	2,1800%	- 0,150 pt	3,3900%	- 1,360 pt		
TRBOSP	2,2200%	2,2700%	- 0,050 pt	3,6500%	- 1,430 pt		

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	31/12/2012	30/11/2012	31/12/2011	31/12/2012	30/11/2012	31/12/2011	31/12/2012	30/11/2012	31/12/2011
taux JJ	0,100%	0,190%	0,110%	0,093%	0,094%	0,035%	0,470%	0,440%	0,555%
3 mois	0,415%	0,250%	0,680%	0,176%	0,187%	0,140%	0,570%	0,620%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,740%	1,610%	1,870%	0,790%	0,710%	0,980%	1,840%	1,760%	1,980%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2013)			
Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	12,19%
Prêts immobiliers	seuil de l'usure	Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,24%
Prêts à taux fixe	5,72%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,05%
Prêts à taux variable	5,37%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,01%
Prêts-relais	5,79%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,61%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,32%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,30%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,89%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	18,95%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,49%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	15,55%	Découverts en compte (1)	13,32%

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	90,4439	1 NZD/XPF	74,3732	1 HKD/XPF	11,6694	1 GBP/XPF	146,2220	
100 JPY/XPF	105,0363	1 AUD/XPF	93,8733	1 SGD/XPF	74,0685	100 VUV/XPF	96,7417	1 FJD/XPF	50,6201

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE
Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS
Achévé d'imprimer le 23 janvier 2013 – Dépôt légal : janvier 2013 – N°ISSN 1955-8376

